



Les agriculteurs haïtiens décrivent leurs problèmes. "En vérité, les gouvernements successifs se sont livrés à une guerre contre l'agriculture paysanne, comme si elle représentait une menace, plutôt que la base pour la survie de la nation."

Le Désastre d'une Politique Alimentaire qui s'en prend aux Producteurs

L'Enjeu de la Faim en Haïti

Une marmite (env. 2,5kg) de riz coûte maintenant 150 gourdes (2.75€), une augmentation de 50% par rapport au mois de juillet. À 100 gourdes la marmite, le prix du gruau de maïs a doublé au cours de l'année. Les haricots ? à 210 gourdes, cela ne représente qu'une augmentation de 40%.

C'est une indication de la crise des prix alimentaires que les Haïtiens emploient l'expression *goudougoudou* – l'imitation du bruit émis par le séisme de 2010 – pour décrire les tiraillements de la faim. Le pays le moins bien nourri aux Amériques a de plus en plus

La cause la plus immédiate est le cyclone Isaac, qui a dévasté les récoltes à travers le pays en août dernier. La pénurie s'est très vite fait sentir dans les marchés et les boutiques dans lesquels les pauvres, y compris de nombreux paysans, dépensent jusqu'à 75% de leurs revenus minimes pour l'achat de aliments de base, même aux prix 'normaux'.

Isaac a été précédé par une sécheresse en avril et en mai, rendant inévitable une mauvaise récolte 2011-12. Même avant le cyclone, les prévisions étaient que la récolte de céréales allait baisser de 7%, celle de riz de 15% et celle de tubercules de 6%.

La crise alimentaire locale est reflétée au niveau international. La pire récolte aux États unis depuis 50 ans a fait flamber le prix du blé, du maïs et du soja. Une crise semblable avait déjà donné lieu à des émeutes de par le monde en 2008, non des moindres en Haïti. « Goudougoudou réclame le changement » préviennent les graffiti qui apparaissent sur les murs de Port au Prince.

Comme toujours, les Haïtiens ont raison de prendre leurs dirigeants pour cible. Au cours des 30 dernières années, ce sont les politiques désastreuses de la *klas politik*, plutôt qu'un manque d'effort de la part des agriculteurs, qui ont fait

du pays l'exemple type de la dépendance alimentaire et de la vulnérabilité aux fluctuations des prix.

Le terme technique est 'l'insécurité alimentaire' et Haïti, qui était considérée comme étant très sûre au niveau alimentaire il y a 30 ans, est maintenant troisième dans l'Index Mondial de la Faim. La situation en Haïti est décrite comme étant « extrêmement alarmante », 57% de la population est sous-alimentée et 18,9% des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale, un facteur clé dans un taux de mortalité qui est de 16,5% pour cette tranche d'âge.

Comment en est on arrivé là ?

La véritable sécurité alimentaire passe par l'exigence d'une réelle so

Une vraie Repons Peyizan –

Le petit n'est pas seulement beau, il est aussi source d'abondance. S'il n'y a pas de réponse unique à la crise alimentaire, il devient de plus en plus clair que la seule vraie solution permettant d'augmenter la production dans les pays les plus touchés par la faim repose sur les agriculteurs qui, jusqu'alors, ont été systématiquement ignorés, méprisés, voire humiliés : les plus petits.

Les petits agriculteurs devraient être le plus fort atout d'Haïti. Mais ceci implique de complètement repenser la logique – ou absence de logique – qui a transformé Haïti en l'un des pays les plus touchés par la disette dans le monde : à savoir l'idée selon laquelle les importations alimentaires (synonymes de dépendance alimentaire) assurent la sécurité alimentaire, dénigrant ainsi l'importance de la souveraineté alimentaire et le droit et la nécessité de produire localement.

Vu les mythes répandus sur la production alimentaire, que les petits agriculteurs soient plus productifs que leurs plus imposants cousins est un choc. En fait, plus l'exploitation est petite, plus le rendement par unité de terrain est grand. Ce phénomène a été étudié en Inde par le Prix Nobel Amartya Sen et confirmé par maintes études réalisées ailleurs depuis.

La survie-même des petits agriculteurs dépend de la capacité à maximiser le rendement d'une surface minimale. Pour ce faire, ils utilisent une main d'œuvre plus nombreuse par hectare, souvent constituée d'eux-mêmes ou de membres de la famille. Conséquences : la qualité du travail est meilleure, les investissements consacrés aux aménagements (terrasses ou irrigation de base,

par exemple) sont plus conséquents et permettent de combiner la culture de certaines plantes (comme du maïs servant de rames à des haricots).

Mais des études récentes ont aussi montré que les petits agriculteurs dans des endroits comme Haïti pourraient être encore bien plus productifs. En mars 2011, l'ONU a publié un rapport révélant comment les petits agriculteurs avaient doublé la production alimentaire grâce à l'agriculture biodynamique qui, pour fonctionner, requiert uniquement un engagement national actif à fournir une formation complète.

Le rapport de l'ONU s'appuie sur un vaste éventail de publications scientifiques pour démontrer que le biodynamique – en gros : l'application de la science écologique aux systèmes agricoles – produit de meilleurs résultats dans les petites exploitations, quels que soient le lieu ou le moment où on l'introduit. « Les Etats peuvent, et doivent, parvenir à une réorientation de leurs systèmes agricoles, » affirme le rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sur le droit à l'alimentation.

En Afrique, les projets biodynamiques établis dans 20 pays ont révélé une augmentation moyenne du rendement de 116% sur des périodes allant de 3 à 10 ans. Le Malawi, qui a abandonné les programmes subventionnés utilisant des engrais chimiques (programmes actuellement en œuvre en Haïti) pour adopter l'agriculture biodynamique, a vu le rendement de sa production de maïs doubler et atteindre 2-3 tonnes par hectare.

Lancer un solide programme national visant



Le coût de la faim sur un marché haïtien : le prix du riz a augmenté de 100% au cours de la dernière année. Haïti est maintenant 3e

à former les agriculteurs haïtiens à de telles techniques est non seulement logique mais approprié. Les petites exploitations en Haïti ne peuvent se permettre de coûteux investissements tels les engrais, les pesticides ou les semences importées ; elles ont, en revanche, déjà la main d'œuvre intensive requise. La plupart des agriculteurs haïtiens sont déjà, en jargon agricole, biologiques, sinon biodynamiques par défaut.

Le choix de la biodynamie permettrait de mettre en œuvre les objectifs clés fixés par les donateurs pour le développement en Haïti, à savoir

► suite de la page 1

Premièrement, un manque chronique d'investissement dans le secteur agricole. Malgré un déclin à long terme, l'agriculture n'a jamais représenté moins de 25% du PIB et, tout aussi crucialement, donne de l'emploi à 50% de la main d'œuvre haïtienne. Malgré ça, seulement 6% du budget national a été alloué au secteur en 2012.

L'aide internationale au développement est pire encore, la part de l'agriculture n'étant que de 2,5% de l'aide reçue dans les cinq années avant 2005. Ceci malgré que, d'après la Banque Mondiale, l'agriculture soit « de loin l'activité économique et sociale la plus importante en Haïti. »

Deuxièmement, la diminution brutale des tarifs d'importation a exposé les agriculteurs haïtiens à la concurrence de denrées importées à bas prix, souvent subventionnées. Les tarifs à l'importation en Haïti ne sont que de 3%, alors qu'ils sont de 20% en République Dominicaine et 26% en moyenne dans la

Caraiïbe. Les importations de riz, qui n'étaient que de 16.000 tonnes en 1980, atteignent maintenant 467.00 tonnes (pour une valeur de 267 million de dollars), décimant ainsi la production locale. Le riz n'est guère une exception, la production de maïs, celles de poulet, de porc et de sucre a également chuté d'une manière dramatique au cours des 20 dernières années, écrasées par les importations.

En guerre contre les paysans

« Il faut s'éloigner de l'idée que ce qui est arrivé en Haïti est la conséquence d'une simple négligence, » explique Chenet Jean-Baptiste, le Directeur Exécutif de l'ITECA, une des organisations d'encadrement de paysans les plus actives. « En vérité, les gouvernements haïtiens successifs se sont livrés à une guerre contre l'agriculture paysanne, comme si elle représentait une menace, plutôt que la base de la survie de la nation. »

Les exemples repris par Chenet remontent au programme d'érad-

ication du cochon créole imposée par l'USAID au début des années 80, en réponse à une prétendue menace de la fièvre porcine. Avec l'élimination la quasi-totalité de la population porcine locale, ce massacre représente probablement le pire épisode de décapitalisation dans le monde rural en Haïti depuis l'indépendance.

Ensuite sont venues les baisses des tarifs à l'importation : de 150% à 57% d'un coup en 1986, suivi d'une baisse de 50% à 3% en 1995. En quelques années, un pays qui produisait 80% de sa consommation de riz est devenu un pays qui en importait 80%. Un des plus grands producteurs de sucre au monde a effectivement cessé de produire.

À ce qui a été fait, vient s'ajouter le manquement total à faire ce qui devait être fait, avec, à la clé, la redistribution des terres et la réforme du régime foncier. Il y a eu une timide tentative de réforme agraire en 1995, mais elle a vite été abandonnée, malgré le fait que 10% des terres arables du pays étaient au

nom de l'état et que cela n'aurait donc pas nécessité une confrontation avec la classe des propriétaires terriens *Grandon* – la grande crainte des gouvernements successifs.

Avec si peu des terres arables aux mains de ceux qui la travaillent, que ce soit en tant que locataire, propriétaire ou métayer, les agriculteurs ne sont guère motivés à mettre en œuvre des améliorations productives, tandis que la dégradation environnementale, avec laquelle Haïti est devenue synonyme, continue à s'empirer. Le déboisement, que ce soit pour faire place à l'agriculture de subsistance ou pour la production de charbon de bois, laisse le pays avec seulement 2% de superficie boisée.

Entretemps, dû à l'érosion causée par le manque d'arbres et d'autre végétation, Haïti perd 37 millions de tonnes de terre végétale par an, l'équivalent de 12.000 hectares de terre arable. Les bassins versants et les systèmes d'irrigation demeurent sans investissements, tandis que la ressource la plus précieuse, la terre

Les choses vues d'en bas



Photo : Ronald de Hommel

menté de 50% en 3 mois et celui de la semoule de maïs de
parmi les pays les plus touchés par la faim dans le monde.

relancer l'emploi, restaurer l'environnement et décentraliser la croissance. Aucune industrie au monde ne requiert plus de main d'œuvre que les petites exploitations agricoles ; il n'en est aucune non plus qui implique plus la population locale dans la restauration et la préservation de l'environnement.

En même temps, qu'est-ce qui pourrait décentraliser plus radicalement la main d'œuvre, les services et la production de Port-au-Prince ? Qu'est-ce qui pourrait plus stimuler les économies rurales et industries secondaires

que le stockage, la transformation et la vente locale d'une plus grande quantité de céréales, fruits et légumes ?

Mais la logique est encore plus pénétrante. Les donateurs ont déclaré que la réduction de la pauvreté était leur objectif premier. Elle est au cœur des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (dont une réduction de moitié de la population globale souffrant de la faim) fixés par l'ONU pour 2015.

C'est dans les zones rurales que la pauvreté est la pire en Haïti : presque 90% des 55% d'Haïtiens vivant à la campagne sont pauvres. Deux-tiers de la population rurale – environ 33% de la population haïtienne totale – survit avec moins de \$1 par jour et est considérée comme 'extrêmement pauvre'.

De nombreux programmes ont montré qu'investir massivement dans les petites exploitations agricoles constitue le moyen le plus rapide, efficace et durable de réduire la pauvreté. La Banque Mondiale affirme que la croissance agricole fonctionne deux fois mieux, lorsqu'il s'agit de réduire la pauvreté, que la croissance dans tout autre secteur. Mieux : investir dans l'agriculture est la manière la plus efficace de réduire la pauvreté extrême. Ce sont, après tout, dans les zones rurales que ce problème est le plus prégnant.

Importer de la nourriture, aussi bon marché fût-elle, n'assure pas, en revanche, qu'elle soit disponible ou financièrement abordable pour ceux qui en ont le plus besoin – en fait, en rivalisant avec ou étouffant, même, la production locale, les importations, souvent subven-

tionnées par les gouvernements étrangers, aboutissent souvent à l'inverse.

Permettre à plus d'Haïtiens de produire eux-mêmes une part plus importante de leur nourriture et les y encourager en leur en donnant les moyens – les terres, les outils et la formation – assurerait qu'une plus large proportion d'entre eux mangera plus régulièrement, qu'ils soient ou non agriculteurs eux-mêmes.

Le rapport de l'ONU, renforcé par d'autres études, a donné une impulsion globale à ce que l'on appelle 'souveraineté alimentaire', et prolonge le concept de 'droit à la nourriture' au-delà de la sécurité alimentaire, pour mettre l'accent sur les moyens d'atteindre une telle sécurité : le droit des nations à définir leur propre système de production alimentaire.

Voilà des décennies que les organisations de la société civile paysannes les plus progressistes, fortes d'années d'expérience sur le terrain passées à contrer les effets dévastateurs de ce qui a jusqu'ici été présenté comme la politique agricole d'Haïti, s'évertuent à expliquer que cette approche est la solution la plus efficace et la plus logique pour réduire la pauvreté.

« Aucune véritable sécurité alimentaire n'est possible sans souveraineté alimentaire, » affirme Doudou Pierre, le représentant haïtien de *Via Campesina*, la campagne mondiale pour la souveraineté alimentaire. « Les groupes avec lesquels nous travaillons mettent déjà en œuvre la solution en dotant les petits agriculteurs locaux des moyens nécessaires. Il faut que le gouvernement écoute, apprenne et développe à grande échelle ce qui, nous le savons, marche. » ■

végétale, est emportée par les eaux pour aller ternir la mer turquoise dans laquelle elle est déversée.

L'absence de toute forme de système de crédit rural en Haïti fait que les emprunts, même lorsqu'ils sont disponibles, peuvent coûter jusqu'à 50% par mois aux agriculteurs. Il ne s'agit pas ici de fonds pour acheter des tracteurs ou des engins agricoles, mais de micro-prêts pour l'achat de houes, de semences, pour le transport et les services d'encadrement les plus basiques.

En Haïti, les manques d'équipements de stockage, de séchage ou de transformation, de services distribution ou de transport, mènent à la perte de 20% à 40% des récoltes avant l'arrivée au marché. « Ces 30 dernières années ont été un holocauste, avec la paysannerie haïtienne et ses communautés pour victimes, » conclut Jean-Baptiste.

Punir les Pauvres

Aujourd'hui, plus d'un million d'Haïtiens cultivent de minuscules parcelles de terre appelées mou-

choirs, d'une superficie moyenne de moins de 0,12 hectares, s'occupant souvent de plusieurs parcelles non-contiguës.

Confrontés à une distribution des terres éclatée au-delà de toute viabilité, sans encadrement et activement entravés, c'est un exploit de persévérance de la part des paysans haïtiens qu'ils continuent à planter, cultiver, récolter, transformer, stocker, transporter et vendre la grande variété d'aliments de base produite dans le pays.

Tandis que les consultants externes décrivent les coutumes qui mènent aux interminables subdivisions des parcelles également entre héritiers, il n'y a que les paysans et ceux qui les accompagnent de près pour comprendre leur vraie signification : un attachement à la terre, à l'agriculture, à la suffisance et à la stabilité qui devrait être chéri et encouragé.

Que l'on continue à blâmer les producteurs et à tenter d'éliminer leur base économique, plutôt que de travailler avec eux et les aider à

confronter leurs problèmes est une métaphore pour Haïti, passée et présente. La façon dont est traité le secteur paysan reflète le mépris pour la paysannerie, *moun andeyò*, qu'ont toujours eu ceux au pouvoir.

Ainsi, la position qu'occupe l'agriculture n'est que l'exemple le plus extrême de l'exclusion des pauvres au niveau national. Nulle part y a-t-il plus de pauvres en Haïti qu'en province, il n'y a nulle part d'autre où leurs besoins sont moins pris en compte aux niveaux politiques ou pratique.

Plus récemment, la politique agricole a été assujettie à une alliance d'acteurs internationaux aussi bien que nationaux. Les premiers sont les gouvernements donateurs étrangers, qui recherchent « l'ouverture » des marchés haïtiens aux intérêts occidentaux – ici, les agro-industriels ; les seconds sont l'élite haïtienne des affaires qui monopolise l'économie urbaine.

Avec l'essor de l'exode rural, poussé par la « guerre » contre la paysannerie, la profitabilité des

monopoles sur les licences d'importation de denrées de l'étranger et sur leur distribution et leur vente ne fait que croître. « Il y a des intérêts puissants qui nous rendent dépendants des denrées importées, ici comme à l'étranger, » explique Camille Chalmers de PAPDA, la plateforme pour un développement alternatif. « De plus en plus, les Haïtiens dépensent en dollars et gagnent en gourdes. C'est la recette pour le désastre que nous vivons actuellement. »

La relation du taux de change sert à amplifier les pics des prix des denrées au niveau international, aggravant la faim et la malnutrition en Haïti. Cette politique affame effectivement beaucoup d'Haïtiens qui n'arrivent pas à payer les prix qui représentent les bénéfices de ceux qui profitent de cette situation, en Haïti comme à l'étranger.

Pour les organisations de la société civile (OSC) qui travaillent avec les paysans, les conséquences de telles politiques sont évidentes

Publié par le Haiti Support Group, 49 Stanger Road, London SE25 5LD
Tél : 0208 676 1347

Contact : info@haitisupportgroup.org

Design : Smith+Bell (www.smithplusbell.com)

Rédaction : Anne McConnell et Andy Taylor

Traduit de l'anglais par Andy Taylor et Marie Fournier

Texte original de Phillip Wearne

► suite de la page 3

depuis des années. Ce qui a changé depuis avril 2008, quand des milliers d'Haïtiens ont pris la rue et causé la démission du premier ministre Jacques-Edouard Alexis, c'est que les dirigeants haïtiens et leurs bailleurs de fonds internationaux disent maintenant qu'ils on compris.

Le Président René Préal a augmenté la part du budget national destiné à l'agriculture pour atteindre 6% en 2009-10 et 9% en 2010-11. Ce dernier chiffre, bien qu'il ne représente que la moitié de ce que la Banque Mondiale considère désormais comme adéquat, n'a jamais été réalisé, les revenus du gouvernement s'étant effondrés après le séisme.

En fait, le séisme a causé une autre décapitalisation massive du secteur agricole. Ce qu'il n'a pas détruit lui-même, l'a été par une migration inversée vers les provinces, l'aide alimentaire importée et un tsunami de financements qui ont largement négligé l'agriculture.

L'élimination de la chaîne alimentaire

Finalement, c'est la folie des politiques et de pratiques alimentaires en Haïti qui a forcé les gros décideurs à intervenir. À leur tête Bill Clinton, envoyé spécial de l'ONU et co-président de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH).

Témoignant devant le Comité sur les relations internationales du Sénat US, Clinton a admis que de forcer Haïti à virtuellement éliminer les tarifs aux importations avait été désastreux. Ce faisant, il a fait remarquer le transfert flagrant de richesses provenant des agriculteurs Haïtiens en faveur des fermiers dans son état, d'où provient une grande partie du riz importé par Haïti.

« Cela a peut-être bénéficié à certains de mes fermiers en Arkansas, mais ... ce fût une erreur. » a-t-il dit. « Je dois vivre avec les conséquences de cette perte de capacité à produire une récolte de riz en Haïti pour nourrir ces gens à cause de ce que j'ai fait, personne d'autre. »

A New York, trois semaines plus tard, Clinton a élargi sa critique pour englober les politiques néolibérales qui sous-tendaient ces décisions. Ces politiques avaient « échoué partout où elles avaient été mises à l'essai, » a-t-il dit aux journalistes, avant de réfuter la doctrine de « l'avantage comparatif », selon laquelle, face à une économie mondialisée, les Haïtiens devraient acheter de la nourriture bon marché chez les producteurs industriels et vendre leur main d'œuvre bon marché dans les usines d'assemblage pour acheter cette nourriture.

« On ne peut pas simplement arrêter la production de la chaîne alimentaire ... et passer immédiatement à l'ère industrielle ... c'est destructeur de la culture, du tissu social, du sentiment d'autodétermination, »

a-t-il conclu. « Nous aurions du continuer à les aider à être autosuffisants en agriculture. Et c'est une grande part de ce que nous faisons maintenant. »

Sauf que d' « arrêter la production de la chaîne alimentaire » est exactement ce qu'ont fait Clinton et d'autres. Tandis que de « les aider à devenir autosuffisants en agriculture » n'est pas ce que lui, ou ses acolytes, préconisent ou mettent en avant actuellement.

Il n'y aucune indication que les tarifs seront augmentés. Lorsque la question a été abordée avec Tom Adams, le coordinateur spécial pour le Département d'état US, il a prétendu qu'une augmentation mènerait à plus de faim en Haïti. Une telle logique assimile la dépendance alimentaire à la sécurité alimentaire.

Installé aux commandes de la CIRH en 2010-11, Clinton n'a rien fait pour diriger même une fraction de l'aide au développement vers l'agriculture. Ceci malgré le fait qu'en mai 2010, elle représentait le seul secteur en Haïti doté d'un plan national détaillé, qui n'attendait que d'être financé.

En fait, Clinton a fait exactement l'inverse, en imposant l'approbation de la CIRH pour un plan de 178 millions de dollars pour construire un complexe énorme d'usines d'assemblage dans la vallée de Caracol, sur des terres agricoles parmi les plus riches du pays. « Nous cultivions beaucoup de plantains, de haricots, de maïs et de manioc ici. C'est ainsi que nos familles on pu vivre et élever nos enfants. C'était notre trésorerie, » s'est lamenté Pierre Renel, un des agriculteurs locaux déplacés sans dédommagement.

Dans la vallée de Caracol, des centaines de paysans ont perdu leurs terres et leur gagne-pain. Haïti a perdu plus de production alimentaire et la Banque inter-américaine de développement (BID) a perdu toute crédibilité lorsqu'il a été révélé qu'elle n'avait même pas été foutue de mener les études d'impact sur l'environnement requises par ses propres protocoles.

Agriculture = Agro-industrie

Le gouvernement Martelly, bien conscient de la provenance de ses financements, a emboîté le pas aux bailleurs, en évitant de parler de la production alimentaire de base, ou des exploitations familiales. Ceci malgré qu'il ait pris le pouvoir à la tête d'un parti nommé *Repons Peyizan* (Réponse Paysanne).

La vision du gouvernement pour l'agriculture semble entièrement axée sur l'exportation de café, de cacao, de mangues et de vétiver. L'accent est mis sur la coopération avec des multinationales telles que Coca-Cola pour la production d'un nouveau « Mango-Tango » ou Starbucks pour un café spécialisé. La vision s'appuie sur de grands projets localisés et distincts, menés par des investisseurs étrangers,

plutôt qu'un programme de soutien agricole orienté sur les petits exploitants aux niveaux départemental et national.

Tandis que certains de ces projets pourraient être bénéfiques pour certains petits agriculteurs et le marché interne – le café et les mangues peuvent aussi bien être cultivés sur des petites parcelles que des grandes – ils demeurent en marge des plans. L'accent est clairement mis sur une hausse des exportations plutôt qu'une diminution de la faim.

« Nous sommes en train de changer la dynamique de l'agriculture en Haïti, » s'est vanté Luiz Almeida de la BID en août dernier, avant d'ajouter « Lorsque je parle d'agriculture, je parle d'agro-industrie. » Ainsi, les agriculteurs haïtiens pourrait être confrontés à de nouvelles menaces telles que la culture sous contrat de légumes de haute valeur, de biocarburants tels que la jatropha, ou même les semences OGM et la dépendance à laquelle elles mènent.

C'est exactement le modèle qui mène à plus de malnutrition et de misère en plein cœur des plantations d'abondance que l'on retrouve de par les Amériques. C'est la raison pour laquelle Oxfam lance la campagne CULTIVONS, une revendication mondiale permanente pour la justice alimentaire, dont le lancement en Haïti se fera l'an prochain.

« Le système alimentaire mondial est brisé, » d'après Oxfam, citant des rendements stagnants, la vulnérabilité au climat, le commerce inéquitable, l'accaparement des terres et les pics de prix comme étant des symptômes interconnectés d'un échec lié « à la dominance de quelques gouvernements et entreprises puissants. »

Peu de pays font plus preuve qu'Haïti des effets combinés de ces forces. Les OSC locales discutent en ce moment de comment participer au programme mondial de plaidoyer d'Oxfam, tout en développant leur propre campagne pour forcer le gouvernement haïtien à lancer un programme coordonné, cohésif et coopératif d'appui aux petits agriculteurs dans le pays. L'enjeu pourrait être une question de vie ou de mort.

● **Pour en savoir plus sur l'agriculture en Haïti, HSG recommande deux documents d'information d'Oxfam – Planter Maintenant (2ème édition) : Revitaliser l'agriculture pour la reconstruction et le développement d'Haïti (octobre 2012)**

<http://www.oxfam.org/fr/cultivons/policy/planter-maintenant-2e-edition-agriculture-haiti> et **Planter maintenant : Défis et perspectives pour l'agriculture dans le cadre de la reconstruction de Haïti (2010)** <http://www.oxfam.org/fr/cultivons/policy/planter-maintenant>

● **Pour en savoir plus et s'engager avec la campagne CULTIVONS visitez le site : <http://www.oxfam.org/fr/cultivons/cultivons-c-est-quoi>**